

L'INSPECTION GÉNÉRALE DE L'ÉDUCATION LE CONFIRME : LES ENSEIGNANTS NE VEULENT NI DES RÉFORMES BLANQUER DU LYCÉE ET DU BACCALAURÉAT, NI DE PARCOURSUP ! **ABROGATION ! ET RÉTABLISSEMENT DU BAC NATIONAL !**

Dans un rapport de juillet 2023, l'IGESR écrit « La majorité des enseignants milite pour un retour à la situation quo ante, intégrant également la suppression ou une transformation substantielle de Parcoursup » ou encore « Les inquiétudes, nombreuses, se sont exprimées de façon vigoureuse et répétée, de la part d'enseignants aux profils très divers, allant fréquemment jusqu'à l'expression d'une colère et d'un véritable désarroi face à des évolutions à la fois incomprises et perçues comme menaçant le sens même de leur mission d'enseignement. La défiance vis-à-vis d'une institution « qui ne nous écoute pas » est également apparue très fortement ». Le constat est clair et sans appel.



La décision du ministre Attal de reporter les épreuves de spécialités en juin dès la session 2024 constitue sans aucun doute un recul. S'il était temps que le ministre entende les personnels sur leur demande de report de ces épreuves, pour la FNEC FP-FO et le SNFOLC, on est loin du compte. L'essentiel des réformes Blanquer du lycée et du baccalauréat ainsi que Parcoursup demeurent ainsi que leurs conséquences.

Pour l'IGESR le report des épreuves de spécialité en juin « institue le contrôle continu comme l'élément majeur du dossier scolaire de l'élève qui sera pris en compte dans la suite de son parcours » ayant pour « inconvénient : Équité des dossiers Parcoursup remise en cause avec le retour de l'impact de la renommée relative des EPLE ». L'accès aux études supérieures se trouve entièrement déterminé par le contrôle continu et Parcoursup avec les répercussions dommageables sur le parcours scolaire des élèves et chaque année des milliers de bacheliers privés de l'accès à la filière de leur choix.

Le contrôle continu qui a supprimé la valeur nationale du diplôme se trouve renforcé et ses conséquences sur les personnels et les élèves vont s'aggraver. Dans son rapport, l'IGESR constate « la pression ressentie par les élèves de première et de terminale à l'idée que toutes les notes de contrôle continu comptent, et celle tout aussi forte ressentie par les élèves de terminale à l'approche des échéances des épreuves de spécialité. [...] pression sur les élèves, mais aussi sur les enseignants, avec une montée des contestations de notes de la part des élèves, voire parfois de leurs parents ainsi que des cas d'évitement stratégiques de contrôles ».

La mise en place des spécialités contribue, selon le rapport de l'Inspection Générale, « à une concurrence malsaine entre les disciplines ». Elle fait exploser les emplois du temps et supprime le groupe classe ce qui isole les élèves et augmente leur stress.

Le grand oral où l'aisance verbale liée à l'origine sociale prend toute la place, qui mobilise les personnels sur des interrogations épuisantes pendant plus d'une semaine pour des coefficients exagérés. La correction dématérialisée des copies via la plateforme Santorin qui caporalise les correcteurs. La liste est longue.

LE RECUIL DU MINISTRE MET À L'ORDRE DU JOUR LA BATAILLE POUR L'ABROGATION

Dans ces conditions, pour le SNFOLC et la FNEC FP-FO il ne peut être question ni d'aménager, ni d'accompagner la réforme en cours. Au contraire, c'est l'ensemble des réformes Blanquer du lycée et du baccalauréat et Parcoursup qu'il faut abroger et rétablir le baccalauréat 1^{er} grade universitaire avec des épreuves nationales, disciplinaires, terminales et anonymes.

Le SNFOLC et la FNEC FP-FO appellent les personnels à se réunir pour réaffirmer ces revendications.

Le SNFOLC et la FNEC FP-FO se sont adressés aux autres organisations syndicales SNES, SNEP, CGT, Sud et SNALC pour proposer l'action commune pétition, conférence de presse intersyndicale, campagne de réunions dans les établissements.